

Unité départementale du Hainaut
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



SN DECAP 59 SAS

Impasse Robespierre
59125 TRITH ST LEGER

Références :V2.2022.209

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2022 dans l'établissement SN DECAP 59 SAS implanté Impasse Robespierre 59125 TRITH ST LEGER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspections courantes de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2022. Cette visite a été réalisée de façon inopinée en vue de constater le respect des volumes des bains de traitement mis en œuvre au titre des rubriques 2565 et 2564 ainsi que le respect de fréquences de l'analyse des rejets atmosphériques du four de pyrolyse et du système d'aspiration des bains.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SN DECAP 59 SAS
- Impasse Robespierre 59125 TRITH ST LEGER
- Code AIOT dans GUN : 0007005101
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société DECAP'59 est spécialisée dans le domaine du décapage de matériaux, bois et métaux. Elle a été créée le 7 septembre 1987 à Marly. En octobre 1996, elle a déménagé à Trith-Saint-Léger. Les activités du site sont autorisées, par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013, notamment pour le four de décapage thermique soumis à autorisation au titre de la rubrique 2566 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, complété par les arrêtés préfectoraux des 29 mars 2016 et 20 juin 2017.

La visite a consisté à contrôler les volumes des bains et les rapports de contrôles des rejets atmosphériques.

Les thèmes de visite retenus sont les fréquences des contrôles des rejets atmosphériques et les volumes de bain de traitement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Vérification des volumes des bains mis en œuvre	Arrêté Préfectoral du 20/06/2017, article 10	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Fréquences de contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 9.2.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les fréquences des analyses de ses rejets atmosphériques pour le four de pyrolyse et la captation des bains.

En revanche les volumes des bains de décapage visés par la rubrique 2564 sont supérieurs à la limite autorisée de 1480 L.

Ce dernier point fait l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Vérification des volumes des bains mis en œuvre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/06/2017, article 10
Thème(s) : Produits chimiques, Vérification des volumes des bains mis en œuvre
Prescription contrôlée : Le premier paragraphe du chapitre 8.1 de l'arrêté préfectoral du 19 juin 2013 est remplacé par les dispositions suivantes : « Chapitre 8.1 Traitement de surface Les installations de traitement de surface sont composées : - d'une ou plusieurs cuve(s) de décapage contenant des produits actifs utilisant des solvants classés en rubrique 2564 dans la limite de 1480 litres correspondant au volume total de la ou des cuves de traitement (contenant des produits actifs) ; - d'une ou plusieurs cuve(s) de décapage alcalin et/ou de mélange neutralisant contenant des produits actifs classés en rubrique 2565 dans la limite de 1480 litres correspondant au volume total de la ou des cuves de traitement (contenant des produits actifs) »
Constats : Les volumes bains de décapage, classés sous la rubrique 2564, présents dans les bacs en utilisation ont été mesurés et représentent un volume d'environ 1700 L, supérieur au volume de 1500 L autorisé. Les bains de neutralisation, classés sous la rubrique 2565, présents dans les bacs en utilisation ont été mesurés et représentent un volume inférieur à 1500 L. L'exploitant ne respecte pas les volumes de bains de décapage maximums autorisés à être utilisés dans ses installations classées au titre de la rubrique 2564, tels que prévus à l'article 10 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20/06/2017.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de réduire le volume de ces bains pour mettre en conformité ses installations avec les volumes autorisés et de mettre en place les dispositions techniques et/ou organisationnelles afin de garantir le respect de cette limite autorisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Fréquences de contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2013, article 9.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, respect des fréquences de contrôle des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Les mesures portent sur les rejets suivants : Pour les paramètres visés à l'article 3.2.4 des mesures sont à réaliser : - 1 fois par an pour le rejet n°1 - 1 fois tous les 3 ans pour le rejet n° 2 [...]
Constats : Le contrôle des rejets n°1 concerne le four à pyrolyse qui doit être réalisé annuellement. Le dernier contrôle a été réalisé le 07/10/2021 par le laboratoire CERECO. Les paramètres contrôlés ne montrent pas de dépassements des valeurs limites d'émission prévues à l'article 3.2.4. La fréquence annuelle des contrôles est respectée pour le four à pyrolyse. Le contrôle des rejets n°2 concerne le dispositif d'aspiration des vapeurs des bains de traitement qui doit être réalisé tous les 3 ans. Le dernier contrôle a été réalisé le 16/09/2020 par le laboratoire CERECO. Les paramètres contrôlés ne montrent pas de dépassements des valeurs limites d'émission prévues à l'article 3.2.4. La fréquence des contrôles des rejets air du dispositif d'aspiration des bains est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet